

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Cécile-de-Milton

Code géographique : 47055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean Bourret, par interim, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-08 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur la note 3, qui précise que la municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton a adopté le chapitre SP3410 Paiement de transfert de façon rétroactive, sans redressement des soldes de début de l'exercice comparatif, alors que le MAMROT recommande une adoption rétroactive, avec redressement des soldes de début de l'exercice comparatif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Granby, Québec

(1) FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A104299

DATE 2014-04-08

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 048 376	2 121 452		2 121 452	1 839 787
Compensations tenant lieu de taxes	2	28 863	16 446		16 446	16 473
Quotes-parts	3					
Transferts	4	188 496	225 593		225 593	237 651
Services rendus	5	82 330	103 500		103 500	111 835
Imposition de droits	6	42 000	59 967		59 967	60 699
Amendes et pénalités	7	9 000	13 063		13 063	12 736
Intérêts	8	17 000	32 705		32 705	32 034
Autres revenus	9		93 000		93 000	54 688
	10	2 416 065	2 665 726		2 665 726	2 365 903
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		146 115		146 115	297 700
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		146 115		146 115	297 700
	18	2 416 065	2 811 841		2 811 841	2 663 603
Charges						
Administration générale	19	463 047	424 851	49 368	474 219	640 415
Sécurité publique	20	392 326	327 170	18 652	345 822	310 234
Transport	21	507 436	384 422	189 837	574 259	566 422
Hygiène du milieu	22	281 423	265 073		265 073	281 154
Santé et bien-être	23	2 019	1 503		1 503	1 757
Aménagement, urbanisme et développement	24	72 492	63 227		63 227	104 769
Loisirs et culture	25	207 162	218 419	24 190	242 609	209 564
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	25 933	23 981		23 981	34 135
Amortissement des immobilisations	28	217 975	282 047	(282 047)		
	29	2 169 813	1 990 693		1 990 693	2 148 450
Excédent (déficit) de l'exercice	30	246 252	821 148		821 148	515 153

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	246 252	821 148	515 153
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 146 115 ) (	297 700)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	246 252	675 033	217 453
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	217 975	282 047	260 735
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	217 975	282 047	260 735
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			13 703
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			13 703
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			11 122
	15			11 122
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	90 380 ) (	16 287 ) (	43 814)
	18	(90 380)	(16 287)	(43 814)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	373 847 ) (	350 483 ) (	141 989)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(49 860)	(71 101)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(373 847)	(400 343)	(213 090)
	26	(246 252)	(134 583)	28 656
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		540 450	246 109

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		146 115	297 700
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	20 500 ) (	2 764 ) (	17 842)
Sécurité publique	3 (	3 979 ) (	73 607 ) (	8 782)
Transport	4 (	339 368 ) (	416 761 ) (	115 365)
Hygiène du milieu	5 (	) (	662) () (
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 000) () () (
Loisirs et culture	8 (	) (	2 804) () (
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	373 847 ) (	496 598 ) (	141 989)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	373 847	350 483	141 989
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			(297 700)
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	373 847	350 483	(155 711)
	19		(146 115)	(297 700)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	393 108	355 219	351 244
Charges sociales	2	60 405	59 881	58 338
Biens et services	3	1 070 229	900 630	1 098 478
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	21 653	21 330	31 880
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 280	2 651	2 255
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	347 921	338 811	322 475
Autres	10	15 092	30 124	23 045
Autres organismes	11	14 000		
Amortissement des immobilisations	12	217 975	282 047	260 735
Autres				
-	13	25 150		
-	14			
-	15			
	16	2 169 813	1 990 693	2 148 450

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	2 048 376	2 121 452	1 839 787
Compensations tenant lieu de taxes	2	28 863	16 446	16 473
Quotes-parts	3			
Transferts	4	188 496	371 708	535 351
Services rendus	5	82 330	103 500	111 835
Imposition de droits	6	42 000	59 967	60 699
Amendes et pénalités	7	9 000	13 063	12 736
Intérêts	8	17 000	32 705	32 034
Autres revenus	9		93 000	54 688
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 416 065	2 811 841	2 663 603
Charges				
Administration générale	12	467 083	474 219	640 415
Sécurité publique	13	392 326	345 822	310 234
Transport	14	721 375	574 259	566 422
Hygiène du milieu	15	281 423	265 073	281 154
Santé et bien-être	16	2 019	1 503	1 757
Aménagement, urbanisme et développement	17	72 492	63 227	104 769
Loisirs et culture	18	207 162	242 609	209 564
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	25 933	23 981	34 135
	21	2 169 813	1 990 693	2 148 450
Excédent (déficit) de l'exercice	22	246 252	821 148	515 153
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 596 140	6 080 987
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(202 231)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 393 909	6 080 987
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 215 057	6 596 140

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	246 252	821 148	515 153
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	373 847 ) (	496 598 ) (	141 989)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	217 975	282 047	260 735
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(155 872)	(214 551)	118 746
Variation des propriétés destinées à la revente	8			13 703
Variation des stocks de fournitures	9		(945)	(491)
Variation des autres actifs non financiers	10		(456)	7 954
	11		(1 401)	21 166
	12	90 380	605 196	655 065
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	90 380	605 196	655 065
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		997 889	342 824
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(202 231)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		795 658	342 824
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		1 400 854	997 889

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	860 597	586 818
Placements temporaires	2	780 720	663 815
Débiteurs (note 5)	3	563 712	708 773
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 205 029	1 959 406
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	261 503	400 693
Revenus reportés (note 12)	13	3 738	3 336
Dette à long terme (note 13)	14	538 934	557 488
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	804 175	961 517
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	1 400 854	997 889
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	5 585 161	5 370 610
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	220 840	220 840
Stocks de fournitures	20	3 434	2 489
Autres actifs non financiers (note 17)	21	4 768	4 312
	22	5 814 203	5 598 251
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 215 057	6 596 140

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	821 148	515 153
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	282 047	260 735
Autres			
-	3		
- Réduction valeur placement	4		11 122
	5	1 103 195	787 010
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(57 170)	99 306
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(139 190)	(224 585)
Revenus reportés	9	402	(297 609)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		13 703
Stocks de fournitures	12	(945)	(491)
Autres actifs non financiers	13	(456)	7 954
	14	905 836	385 288
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(496 598)	(141 989)
Produit de cession	16		
	17	(496 598)	(141 989)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(16 287)	(43 814)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(2 267)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(18 554)	(43 814)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	390 684	199 485
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 250 633	1 051 148
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	1 641 317	1 250 633

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton ("Municipalité") est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

S/O

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Autres - Infrastructures	13.33 ans
Bâtiments	20 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Autres	10 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les placements temporaires portent intérêt au taux de 0.65 % à 2.0 % et viennent à échéance d'avril 2014 à décembre 2015.

PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

CONSTATATION DES REVENUS

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les taxes foncières afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

AFFECTATIONS

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

FONDS RÉSERVÉS

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Municipalité.

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le fonds réservé - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par les exploitants des carrières situées sur le territoire de la Municipalité. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont:

- Les durées de vie utiles des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les provisions à l'égard des passifs et des débiteurs

La Municipalité a une entente de partage de coût avec le Ministère des Transports du Québec (MTQ). Les travaux sont pris en charge par le MTQ et refacturés à la Municipalité. Ces investissements sont comptabilisés à partir des données transmises par le MTQ en date des états financiers. Les investissements réels de l'exercice peuvent différer de ceux comptabilisés.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paiements de transfert"

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 "Paiements de transfert". Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités.

À la suite de la modification de méthodes comptables, en retraitant les soldes d'ouverture, le solde au début de l'excédent (déficit) accumulé de fonctionnement non affecté a été débité de 202 231 \$ et le solde au début des débiteurs a été crédité de 202 231 \$.

De plus, le redressement a été traité comme un opération sans effet sur la trésorerie dans l'état des flux de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 140 731	93 209
Placements temporaires	2 780 720	663 815
Placements à long terme	3	

Note

L'encaisse affectée correspond à un compte bancaire dédié à des fonds réservés.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	223 098	178 870
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	192 126	288 277
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	76 059	177 204
Organismes municipaux	8	42 897	41 098
Autres			
- Mutations et intérêts	9	28 386	20 774
- Autres comptes à recevoir	10	1 146	2 550
	11	563 712	708 773

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs

	16		
--	----	--	--

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	241 780	384 245
Salaires et avantages sociaux	38	14 945	11 320
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus à payer	42	4 778	5 128
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	261 503	400 693
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Autres	50	3 738	3 336
-	51		
	52	3 738	3 336
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,65	2015	2018	53	470 700	483 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	70 501	74 388
					61	541 201	557 488
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(2 267)	()
					63	538 934	557 488

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	115 501	80	89	97	115 501
2015	65	73	320 900	81	90	98	320 900
2016	66	74	34 000	82	91	99	34 000
2017	67	75	34 900	83	92	100	34 900
2018	68	76	35 900	84	93	101	35 900
2019 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	541 201	86	95	103	541 201
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	541 201	88	96	105	541 201

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	4 902 845	140	414 824	167	(262 726)	194	5 580 395
Autres	113	483 789	141		168		195	483 789
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 346 201	143	22 321	170		197	1 368 522
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	139 497	145	47 025	172		199	186 522
Ameublement et équipement de bureau	118	82 577	146	4 634	173		200	87 211
Machinerie, outillage et équipement divers	119	181 390	147	7 132	174		201	188 522
Terrains	120	149 008	148		175		202	149 008
Autres	121	33 905	149	662	176		203	34 567
	122	<u>7 319 212</u>	150	<u>496 598</u>	177	<u>(262 726)</u>	204	<u>8 078 536</u>
Immobilisations en cours	123	<u>262 726</u>	151		178	<u>262 726</u>	205	
	124	<u>7 581 938</u>	152	<u>496 598</u>	179		206	<u>8 078 536</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 441 079	155	169 026	182		209	1 610 105
Autres	128	148 407	156	24 189	183		210	172 596
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	377 076	158	37 214	185		212	414 290
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	74 750	160	18 652	187		214	93 402
Ameublement et équipement de bureau	133	57 216	161	12 155	188		215	69 371
Machinerie, outillage et équipement divers	134	94 969	162	18 139	189		216	113 108
Autres	135	17 831	163	2 672	190		217	20 503
	136	<u>2 211 328</u>	164	<u>282 047</u>	191		218	<u>2 493 375</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>5 370 610</u>					219	<u>5 585 161</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	220 840	220 840
	233	220 840	220 840
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	220 840	220 840

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	4 768	4 312
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	4 768	4 312

Note**18. Obligations contractuelles****LOISIRS**

La Municipalité a contracté un engagement relatif aux activités de loisirs culturels et sportifs pour 5 ans débutant le 1er août 2012 et se terminant le 31 juillet 2017 selon le nombre d'utilisateurs et le taux annuel (28\$ en 2014, 30\$ en 2015, 31\$ en 2016, 32\$ en 2017).

NEIGE

La Municipalité s'est engagée à verser 148 206 \$ en 2014, 2015, 2016, 151 121 \$ en 2017 et 152 966 \$ en 2018 pour un montant total de 748 705 \$ relativement à un contrat d'enlèvement de la neige.

PAVILLON GÉVRY-LUSSIER

La Municipalité s'est engagée à verser une contribution financière sous forme d'un crédit annuel de taxes foncières jusqu'à un maximum de 0,85 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière, pour une durée de 25 ans à compter du moment où l'immeuble deviendra la propriété du Pavillon Gévry-Lussier.

La Municipalité s'est aussi engagée à exécuter les travaux d'entretien du terrain à compter de la fin de la construction du Pavillon Gévry-Lussier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres**EMPRUNT TEMPORAIRE**

La Municipalité dispose d'une ligne de crédit d'un montant total de 250 000\$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel plus 0.50% (3 % au 31 décembre 2013) et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2013, le montant disponible était de 250 000\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite de la modification de méthodes comptables, en retraitant les soldes d'ouverture, le solde au début de l'excédent (déficit) accumulé de fonctionnement non affecté a été débité de 202 231 \$ et le solde au début des débiteurs a été crédité de 202 231 \$.

De plus, le redressement a été traité comme un opération sans effet sur la trésorerie dans l'état des flux de trésorerie.

21. Données budgétaires

S/O

22. Instruments financiers

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 728 478	1 390 259
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	221 779	171 919
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 264 800	5 033 962
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	7 215 057	6 596 140

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17		

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	139 791	92 775
Fonds parcs et terrains de jeux	29	17 770	16 125
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	19 218	12 869
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- Don affecté	34	25 000	25 000
- Acquisitions futures	35	20 000	25 150
-	36		
-	37		
	38	221 779	171 919
	39	221 779	171 919

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 () (
	55	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	5 585 161
Propriétés destinées à la revente	57	220 840
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	5 806 001
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	538 934
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	2 267
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	541 201
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	557 488
	68	541 201
	69	5 264 800
		5 033 962

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	541 201
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	194 848
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	346 353
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	346 353
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	83 922
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	430 275
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	430 275
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 672 334	1 702 733	1 455 709
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		24 067	24 775
Activités de fonctionnement	3	110 091	88 188	88 792
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 782 425	1 814 988	1 569 276
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	209 470	207 139	171 659
Autres				
-Fosses sceptiques	14	56 481	53 064	53 132
-Éco-centre	15		38 292	38 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 969	7 720
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	265 951	306 464	270 511
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	265 951	306 464	270 511
	26	2 048 376	2 121 452	1 839 787

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 341		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 28 522	16 446	16 473
	35 28 522	16 446	16 473
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 28 863	16 446	16 473
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 28 863	16 446	16 473

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	68 534	83 006
Enlèvement de la neige	58	6 090	6 274
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	45 544	79 902
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	11 472	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	86 096	120 426
		169 182	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	146 115	297 700
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	146 115	297 700

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	102 400	105 167	68 469
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	102 400	105 167	68 469
TOTAL DES TRANSFERTS	139	188 496	371 708	535 351

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141	53 652	52 718
Autres	142		
	143	59 272	53 652
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147	1 570	
	148	1 570	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	59 272	55 222
			52 718

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	1 550	13 938
Sécurité publique	183		12 835
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190	200	14 062
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193	21 508	34 140
Réseau d'électricité	194		32 220
	195	23 058	48 278
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	82 330	103 500
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	7 000	5 847
Droits de mutation immobilière	198	35 000	47 771
Droits sur les carrières et sablières	199		6 349
Autres	200		(20)
	201	42 000	59 967
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	9 000	13 063
INTÉRÊTS	203	17 000	32 705
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		93 000
Gain (perte) sur cession de placements	206		54 688
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres	210		
	211		93 000
			54 688

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	71 966	65 623		65 623	62 455
Application de la loi	2	2 000	862		862	850
Gestion financière et administrative	3	225 369	227 304	49 368	276 672	259 025
Greffe	4	16 017	14 136		14 136	6 431
Évaluation	5	29 229	29 213		29 213	24 611
Gestion du personnel	6					
Autres	7	118 466	87 713		87 713	287 043
	8	463 047	424 851	49 368	474 219	640 415
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	191 644	189 645		189 645	174 084
Sécurité incendie	10	138 630	91 804	18 652	110 456	127 621
Sécurité civile	11	61 052	44 876		44 876	7 721
Autres	12	1 000	845		845	808
	13	392 326	327 170	18 652	345 822	310 234
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	308 845	182 154	189 837	371 991	364 933
Enlèvement de la neige	15	154 655	163 373		163 373	165 511
Éclairage des rues	16	10 500	11 794		11 794	10 417
Circulation et stationnement	17	13 640	8 456		8 456	11 404
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 978	4 229		4 229	3 724
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	15 818	14 416		14 416	10 433
	22	507 436	384 422	189 837	574 259	566 422

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	121 491	117 170		117 170	114 242
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	83 235	76 601		76 601	79 057
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	57 560	55 143		55 143	49 294
Traitement	32					
Matériaux secs	33	500				
Autres	34					
Plan de gestion	35	2 842	2 842		2 842	2 854
Autres	36					
Cours d'eau	37	9 858	9 492		9 492	32 478
Protection de l'environnement	38	5 937	3 825		3 825	3 229
Autres	39					
	40	281 423	265 073		265 073	281 154
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 600	1 084		1 084	1 326
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	419	419		419	431
	44	2 019	1 503		1 503	1 757
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	56 335	47 070		47 070	75 690
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	16 157	16 157		16 157	15 376
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					13 703
	52	72 492	63 227		63 227	104 769

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	35 378	39 533	24 190	63 723	55 338
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 347	3 436		3 436	3 656
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	29 403	31 991		31 991	28 137
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		32 549		32 549	29 030
Autres	59	138 187	110 063		110 063	92 537
	60	206 315	217 572	24 190	241 762	208 698
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	506	506		506	504
Autres	65	341	341		341	362
	66	847	847		847	866
	67	207 162	218 419	24 190	242 609	209 564
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	21 653	21 330		21 330	31 880
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 280	2 651		2 651	2 255
	73	25 933	23 981		23 981	34 135
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	217 975	282 047	(282 047)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Granby, Québec

(1) FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A104299

DATE 2014-04-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 121 452
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 121 452

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	2 121 452
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>2 121 452</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 969	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>7 969</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>2 113 483</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>212 697 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>215 182 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>213 940 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 113 483</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>213 940 100</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [9 | 8 | 7 | 9] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	339 368	413 659	114 693
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		1 165	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	3 979	662	9 454
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		21 386	1 095
Édifices communautaires et récréatifs	14		935	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		47 025	
Ameublement et équipement de bureau	18	20 500	4 634	16 747
Machinerie, outillage et équipement divers	19		7 132	
Terrains	20	10 000		
Autres	21			
	22	373 847	496 598	141 989

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		415 486	101 176
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			22 971
Autres immobilisations	33		81 112	17 842
	34		496 598	141 989

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	483 100		12 400	470 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	74 388		3 887	70 501
	7	557 488		16 287	541 201
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	557 488		16 287	541 201
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	557 488		16 287	541 201
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	557 488		16 287	541 201
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	557 488		16 287	541 201

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	65		
Évaluation	2	28 929	28 929	24 348
Autres	3	22 126	22 191	18 901
Sécurité publique				
Police	4	2 740	1 674	1 777
Sécurité incendie	5	157	157	968
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	478	478	304
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		55 143	49 294
Matières résiduelles	12	199 386	156 581	156 310
Cours d'eau	13	3 658	3 658	3 697
Protection de l'environnement	14		3 425	3 229
Autres	15	63 839	40 032	39 843
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	419	419	431
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	16 157	16 157	15 376
Autres	21	5 675	5 675	4 954
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 445	3 445	2 177
Activités culturelles	23	847	847	866
Réseau d'électricité				
	24			
	25	347 921	338 811	322 475

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	67 052	11 884	78 936
Professionnels	2	3,00	35,00	109 759	19 451	129 210
Cols blancs	3	8,00	35,00	126 218	25 076	151 294
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	12,00		303 029	56 411	359 440
Élus	9	7,00		52 190	3 470	55 660
	10	19,00		355 219	59 881	415 100

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	225 593	146 115		371 708
	17	225 593	146 115		371 708

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	862	27		53	862	79		105	862	131
Évaluation	2	29 213	28		54	29 213	80	53 652	106	(24 439)	132
Autres	3	394 776	29	49 368	55	444 144	81	13 938	107	430 206	133
	4	424 851	30	49 368	56	474 219	82	67 590	108	406 629	134
Sécurité publique											
Police	5	189 645	31		57	189 645	83		109	189 645	135
Sécurité incendie	6	91 804	32	18 652	58	110 456	84	1 570	110	108 886	136
Sécurité civile	7	44 876	33		59	44 876	85		111	44 876	137
Autres	8	845	34		60	845	86		112	845	138
	9	327 170	35	18 652	61	345 822	87	1 570	113	344 252	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	182 154	36	189 837	62	371 991	88		114	371 991	140
Enlèvement de la neige	11	163 373	37		63	163 373	89		115	163 373	141
Autres	12	20 250	38		64	20 250	90		116	20 250	142
Transport collectif	13	4 229	39		65	4 229	91		117	4 229	143
Autres	14	14 416	40		66	14 416	92	200	118	14 216	144
	15	384 422	41	189 837	67	574 259	93	200	119	574 059	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	117 170	46		72	117 170	98		124	117 170	150
Matières recyclables	21	131 744	47		73	131 744	99		125	131 744	151
Autres	22	2 842	48		74	2 842	100		126	2 842	152
Cours d'eau	23	9 492	49		75	9 492	101		127	9 492	153
Protection de l'environnement	24	3 825	50		76	3 825	102		128	3 825	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	265 073	52		78	265 073	104		130	265 073	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	1 084	172	187	1 084	202	217	1 084	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	419	174	189	419	204	219	419	234		
	160	1 503	175	190	1 503	205	220	1 503	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	47 070	176	191	47 070	206	221	47 070	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	16 157	178	193	16 157	208	223	16 157	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	63 227	180	195	63 227	210	225	63 227	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	217 572	181	24 190	241 762	211	34 140	207 622	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182	197		212	227		242		
Autres	168	847	183	198	847	213	228	847	243		
	169	218 419	184	24 190	242 609	214	34 140	208 469	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	1 684 665	186	282 047	1 966 712	216	103 500	1 863 212	246	23 981	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	496 598	141 989
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	496 598	141 989

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 390 259	846 450
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(202 231)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 188 028	846 450
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	540 450	246 109
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		297 700
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	540 450	543 809
Solde à la fin de l'exercice	12	1 728 478	1 390 259
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	171 919	100 818
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	171 919	100 818
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	49 860	71 101
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	49 860	71 101
Solde à la fin de l'exercice	31	221 779	171 919

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51	
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Réserves financières et fonds réservés	54	
	55	
Solde à la fin de l'exercice	56	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57	5 033 962
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	
Solde redressé au début de l'exercice	59	5 033 962
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	60	
Excédent de fonctionnement affecté	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62	230 838
		(99 757)
Solde à la fin de l'exercice	63	5 264 800
		5 033 962

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>300 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>300 000</u></u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 7 | 9 | 8 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 5 | 2 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [] [] , [] [] \$
Égout	2	[] [6] [7] , [0] [0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[2] [0] [5] , [0] [0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déchets domestiques	125,0000	4	par chalet
Écocentre	45,0000	4	par logement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	331 751	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 136, RUE PRINCIPALE
(no) (rue)
SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON J0E 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 378-1942
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun@stececiledemilton.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jean Bourret

Téléphone (450) 378-1942
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dirgen@stececiledemilton.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L.

Titre cpa ca

Adresse 190, RUE DÉRAGON
(no) (rue)
GRANBY J2G 5H9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 372-3347
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 372-8643
(ind. rég.) (numéro)

Courriel magariepy@deloitte.ca

Responsable du dossier MARIO GARIÉPY, FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , JEAN BOURRET , atteste que le rapport financier de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Cécile-de-Milton consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Cécile-de-Milton détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 821 148 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,9879 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-09 09:24:03

Date de transmission au Ministère : 2014/04/09

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Sainte-Cécile-de-Milton

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 416 065	2 665 726	2 365 903
Investissement	2		146 115	297 700
	3	2 416 065	2 811 841	2 663 603
Charges				
	4	2 169 813	1 990 693	2 148 450
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	246 252	821 148	515 153
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	146 115 ) (	297 700)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	246 252	675 033	217 453
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	217 975	282 047	260 735
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	90 380 ) (	16 287 ) (	43 814)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	373 847 ) (	350 483 ) (	141 989)
Excédent (déficit) accumulé	12		(49 860)	(71 101)
Autres éléments de conciliation	13			24 825
	14	(246 252)	(134 583)	28 656
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		540 450	246 109

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	563 712	708 773
Autres	2	1 641 317	1 250 633
	3	2 205 029	1 959 406
Passifs			
Dette à long terme	4	538 934	557 488
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	265 241	404 029
	7	804 175	961 517
Actifs financiers nets (dette nette)	8	1 400 854	997 889
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	5 585 161	5 370 610
Autres	10	229 042	227 641
	11	5 814 203	5 598 251
Excédent (déficit) accumulé	12	7 215 057	6 596 140

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 728 478	1 390 259
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	221 779	171 919
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	()
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 264 800	5 033 962
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	7 215 057	6 596 140

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 048 376	2 121 452	1 839 787
Compensations tenant lieu de taxes	2	28 863	16 446	16 473
Quotes-parts	3			
Transferts	4	188 496	225 593	237 651
Services rendus	5	82 330	103 500	111 835
Autres	6	68 000	198 735	160 157
	7	2 416 065	2 665 726	2 365 903
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		146 115	297 700
Autres	11			
	12		146 115	297 700
	13	2 416 065	2 811 841	2 663 603

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	29 229	29 213	29 213	24 611
Autres	2	433 818	395 638	49 368	615 804
Sécurité publique					
Police	3	191 644	189 645	189 645	174 084
Sécurité incendie	4	138 630	91 804	18 652	127 621
Autres	5	62 052	45 721	45 721	8 529
Transport					
Réseau routier	6	487 640	365 777	189 837	552 265
Transport collectif	7	3 978	4 229	4 229	3 724
Autres	8	15 818	14 416	14 416	10 433
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9				
Matières résiduelles	10	265 628	251 756	251 756	245 447
Autres	11	15 795	13 317	13 317	35 707
Santé et bien-être	12	2 019	1 503	1 503	1 757
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	56 335	47 070	47 070	75 690
Promotion et développement économique	14	16 157	16 157	16 157	15 376
Autres	15				13 703
Loisirs et culture	16	207 162	218 419	24 190	209 564
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	25 933	23 981	23 981	34 135
Amortissement des immobilisations	19	217 975	282 047	(282 047)	
	20	2 169 813	1 990 693	1 990 693	2 148 450

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3